



Communiqué de presse

Politique agricole 2014 – 2017 – AGORA demande de sérieuses corrections.

Réunis en assemblée le 8 avril 2011, les délégués de l'Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AGORA) ont pris connaissance des grandes lignes de la politique agricole 2014-2017 (PA 14–17), dossier récemment mis en consultation par le Conseil fédéral.

Dans un "cadeau" bien emballé, la Confédération entend vendre à l'agriculture un nouveau système de paiements directs basé sur le principe de paiements répondant aux objectifs de la politique agricole. Mieux encore, selon les auteurs du projet, l'OFAG, la nouvelle orientation devrait conduire, dès 2014, à une agriculture plus productive, plus écologique, plus rémunératrice et plus avantageuse à moyen terme.

Les délégués d'AGORA ont peine à croire le discours du Conseil fédéral et de l'OFAG en matière d'évolution de la politique agricole. Dans le cadre de la consultation ouverte, ils demandent :

- d'améliorer durablement le revenu des familles agricoles
- d'inscrire le principe de la souveraineté alimentaire adaptée aux conditions suisses dans la loi sur l'agriculture, ceci sous une forme contraignante;
- de renoncer jusqu'en 2017, au vu de l'absence de nouveaux accords internationaux (OMC et UE), à de nouveaux abaissments des droits de douane, notamment pour les céréales;
- de maintenir les mesures de soutien aux marchés (promotion, ventes);
- de renoncer, dans les paiements directs, à la contribution à l'adaptation prévue. Les moyens financiers prévus à cet effet, soit près de 900 millions de francs, doivent être intégralement affectés aux futures contributions à l'approvisionnement et aux systèmes de production;
- de ne pas renforcer, avec le nouveau système de paiements directs, les exigences écologiques, administratives et de contrôle;
- de mettre fin aux incohérences qui induisent une augmentation des frais de production, par exemple avec de nouvelles exigences en matière de protection de l'environnement
- de maintenir en priorité une agriculture productrice dans l'ensemble des secteurs (production végétale, animale et cultures spéciales).

Les délégués d'AGORA considèrent que les contextes géopolitique, économique et alimentaire instables sur le plan mondial doivent conduire à de nouvelles réflexions en matière d'orientation de la politique agricole. Ils demandent au Conseil fédéral et à l'OFAG d'abandonner le dogme de la libéralisation, de l'ouverture des marchés et de la baisse des prix qui y est liée. Ils s'engagent pour une agriculture familiale, orientée sur une production de qualité et de proximité répondant à la demande des consommateurs, respectueuse de l'environnement et des animaux et conforme au mandat constitutionnel.

AGORA

Lausanne, le 11 avril 2011

Renseignements : W. Willener, directeur AGORA, 021 614 04 77 / 079 689 31 06